

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-relations-entre-la-Chine-et-l-Argentine>

Les relations entre la Chine et l'Argentine

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - BRICS - Chine -

Date de mise en ligne : jeudi 11 décembre 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La Chine est devenue un allié stratégique du pays non seulement pour ses investissements et ses importations mais aussi pour le financement d'infrastructures de développement et la récente signature d'un swap de devises. Quels en sont les avantages et les inconvénients ?

Un partenaire fiable

Par Federico Vaccarezza *

Chaque jour d'avantage, les analystes internationaux s'efforcent de clarifier le rôle que la Chine va occuper au XXIème siècle, résumant toutes leurs interrogations en une seule : Le dragon qui s'éveille peut-il faire trembler le monde ? La réponse se trouve peut-être dans le proverbe confucéen : « N'entreprends rien si tu n'éblouis pas le monde de tes oeuvres ».

Mais, quel rapport, me direz-vous, entre cette maxime moraliste et les relations entre la Chine et l'Amérique Latine ? Une hégémonie chinoise nous serait-elle plus profitable que la toute puissance historique de la Grande Bretagne, des Etats-Unis ou de l'Europe ? Avant de nous pencher sur les chiffres, rappelons brièvement l'histoire de l'Argentine.

De 1870 à 1914, la Grande Bretagne a investi plus de 74 millions de Livres Sterling dans le contrôle total du réseau ferroviaire national pour regrouper la production des ressources naturelles des quatre coins du pays (viande, blé, laine, fruits, céréales, cuir, etc.) dans le port de Buenos Aires d'où elles étaient acheminées vers l'Angleterre.

Des compagnies financières telles que Baring Brothers et Rothschild, principaux investisseurs dans la production et le commerce argentins, étaient également très impliquées dans ce processus. Dans le même temps, le destin de la politique locale était étroitement lié aux intérêts de Sa Majesté britannique. Quand, à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, l'Empire commença à décliner, la naissante hégémonie continentale des Etats-Unis s'employa délibérément à dessiner les futurs contours de l'économie et de la politique de l'Argentine. Si un leader élu sous mandat populaire se trouvait être « persona non grata » pour la Maison Blanche, les dictatures militaires locales alliées à d'obscures oligarchies politiques et économiques se chargeaient aussitôt d'intervenir en faveur des intérêts nord-américains.

Mais, qui pourrait, au jour d'aujourd'hui, imaginer les leaders argentins se déplacer à Beijing pour solliciter le soutien de Xi-Xinping dans une élection locale ? Ou un groupe d'entrepreneurs chinois conspirant pour renverser un gouvernement élu de façon libre et démocratique ? Est-il envisageable que des banquiers chinois cherchent à déstabiliser l'économie argentine ? Qu'ils subornent les parlementaires locaux pour promulguer une loi sur la flexibilité du travail ? Que nous apprend l'histoire ? Et le présent ?

Ce qui est clair, c'est que, malgré le poids de la Chine dans la relation bilatérale et dans les échanges commerciaux, rien ne prouve que ses investissements dans le pays soient soumis à un quelconque facteur politique, comme ce fut si souvent le cas par le passé. Récemment la Chine et l'Argentine ont signé un contrat d'échange équivalent à 11.000 millions de dollars pour renforcer, en cas de besoin, les réserves de la Banque Centrale. En novembre 2014, 1200 millions de dollars ont été déboursés.

En 2013, notre pays a acquis les droits de transports ferroviaires de fret et passagers en Chine pour environ 1 500

millions de dollars avec l'achat de plus de 700 voitures à la firme d'Etat CSR, qui s'est engagée à installer deux usines de maintenance des wagons de passagers déjà en fonctionnement. En août 2014, un nouveau prêt a été consenti par la China Development Bank (CDB) d'un montant de 2 099 millions de dollars au taux de 7,1 pour cent sur 15 ans pour la reconstruction des tronçons ferroviaires de fret. Sur cette somme, 1 235 millions de dollars sont destinés à des travaux (donc, reviendront au pays) et le reste servira à l'achat de wagons et locomotives de fabrication chinoise. En matière d'infrastructures, la Chine est le principal bailleur de fonds dans la construction des barrages de la Santa Cruz de Néstor Kirchner et Jorge Cepernic, qui coûtent 4 714 millions de dollars et sont financés par un prêt de la CDB sur 15 ans au taux LIBOR majoré de 3,8 pour cent. C'est l'investissement le plus important jamais réalisé en dehors de ses frontières.

Ce modèle de relations économiques, financières, commerciales et politiques entre l'Argentine et la Chine n'a aucun antécédent historique. La Chine repousse toujours d'avantage les limites de la méfiance (qu'à juste titre nous avons hérité de notre passé) et démontre qu'elle peut être un partenaire fiable et respectueux des intérêts argentins. L'ascension chinoise vers le sommet ne cesse d'étonner le monde à chaque nouveau projet.

* **Federico Vaccarezza**. Economiste de la grande macro . Titulaire d'une maîtrise en Relations Commerciales Internationales de l'Université Nationale de Trés de Febrero.

Une relation à risques

Par Ariel M. Slipak *

Les statistiques macroéconomiques de la Chine fascinent sans nul doute la majeure partie des économistes. Selon certains rapports de la Banque Mondiale et du FMI, le géant asiatique dépasserait le PIB moyen mesuré par parité de pouvoir d'achat des Etats-Unis. En outre, il est impossible d'ignorer que la Chine est le principal créancier du Trésor américain, le premier détenteur de réserves internationales, le premier acheteur mondial de produits manufacturés et le troisième plus grand émetteur de flux d'IDE [Investissements Directs à l'Etranger]. Qualifier ce pays qui dispose du deuxième budget mondial de la défense d'« économie émergente » relève de l'euphémisme. N'importe quel pays de l'hémisphère sud devrait prendre note que la Chine n'appartient pas à ce groupe, mais à celui des grandes puissances.

Cette « locomotive » demande évidemment du combustible : la Chine est le premier consommateur mondial d'énergie électrique (qui provient à 70% du charbon), ainsi que de soja, de cuivre, d'aluminium, d'étain, de zinc, et le second en termes de pétrole. C'est grâce à cet impérieux besoin de produits primaires des industries extractives et aux recettes des IDE que les relations commerciales entre la Chine et l'Amérique Latine se sont resserrées depuis le début du XXI ème siècle.

La grande puissance asiatique, outre se fournir en ressources naturelles auprès de la quasi totalité des pays de la région, est devenu l'un de leurs principaux fournisseurs de produits manufacturés de Moyenne et Haute Technologie (MAT et MMT), favorisant l'insertion commerciale de l'Amérique Latine basée sur ses avantages comparatifs statiques traditionnels.

Dans la majorité des milieux universitaires prévaut une analyse a-critique quant aux relations avec la Chine, qui met en avant ses largesses en matière d'investissements en infrastructure et énergie. On oublie que la production de pétrole conjointe des sociétés chinoises d'hydrocarbures en Argentine (Sinopec et Cnooc) dépasse celle de la YPF [« Yacimientos Petrolíferos Fiscales » = Gisements Pétrolifères d'Etat] ou que le rachat des parts de Nidera à

hauteur de 51% par Cofco (entreprise d'Etat chinoise) pourrait permettre à la Chine de provoquer la baisse du prix des oléagineux, et porter ainsi préjudice à l'Argentine dans ses échanges commerciaux.

Cette relation n'implique pas seulement un déficit cumulé de quelques 18.760 millions de dollars entre 2008 y 2013 pour notre pays, mais affecte aussi l'exportation de produits à forte intensité énergétique et à faible valeur ajoutée, en échange de la MMT et MAT qui pourraient être fabriqués ici. Au cours de la décennie 2003-2013, 85 pour cent de nos exportations étaient basées sur les graines de soja, le pétrole brut et l'huile de soja.

La manière dont la Chine s'ouvre la voie de son intégration intra-industrielle grâce au développement des liens commerciaux bilatéraux entre chaque pays de notre région et elle-même reste encore un phénomène mal connu. Entre 1990 et 2000, la Chine a progressivement remplacé son partenariat commercial avec les pays du cône sud par les Etats-Unis, les pays de l'Union Européenne et le Japon, tandis que le commerce intra-régional augmentait lui aussi. Au début des années 2010, la Chine commence à évincer l'Argentine de son rôle de fournisseur de MMT au Brésil-catégorie qui comprend véhicules et pièces détachées, machines, moteurs, produits chimiques (activités hautement génératrices d'emploi)- et procède de la même façon pour les achats argentins au « pays carioca ». Tous deux perdent également du terrain face à la Chine sur les marchés uruguayens, paraguayens, chiliens et boliviens. L'achat de produits manufacturés finis et de fournitures industrielles en Orient met clairement en péril l'intégration très attendue des chaînes de production régionales.

La Chine est une grande puissance avec laquelle il faut nouer des relations d'intérêt mutuel, comme elle le soutient, mais nous ne pouvons ignorer que celles-ci reproduisent les mêmes schémas de dépendance qu'avaient autrefois les liens argentino-britanniques, que l'IDE est centré sur les produits primaires des industries extractives ou la réalisation de travaux propres à réduire leurs coûts d'acheminement et que le développement de ces rapports se fait au détriment de la croissance industrielle locale. Dans un contexte argentin en récession qui, de plus, connaît des difficultés dans le secteur de l'énergie et où l'une des priorités reste de préserver l'emploi, ne pas envisager ces risques serait contraire à la politique gouvernementale.

* **Ariel M. Slipak**. Economiste (UBA) et enseignant (UNM y UBA). Doctorant du Conicet.

Production : Tomas Lukin debate@pagina12.com.ar

[Página12](#). Buenos Aires, 8 décembre 2014.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Florence Olier-Robine

[El Correo](#). Paris, 11 décembre 2014.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.